

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

Le MRC des Alpes-Maritimes souhaite ses voeux à Nice

- Politique - Municipales 2008 -



Date de mise en ligne : jeudi 17 janvier 2008

Nice Premium



Situé dans le paysage politique français à droite du parti socialiste, tout en restant un parti de gauche, le MRC doit user de stratégie pour se faire connaître des électeurs. Ce parti est l'héritier du Mouvement des citoyens, créé par Jean-Pierre Chevènement lorsqu'il a quitté les rangs du PS. Aujourd'hui, le MRC ne comprend qu'un député et deux sénateurs en son sein. Dans le département des Alpes-Maritimes, connu pour son ancrage à droite, ce parti représente à peine plus de 1 % de l'électorat. Avec l'échéance des élections municipales qui se profile en 2008, la tactique de rassemblement sur une liste d'union de gauche a prévalu. C'est ainsi qu'à Nice, Grasse, Cagnes-sur-Mer et La Trinité, le MRC s'est allié à l'union de gauche, regroupant PS, PCF et Verts. « Nous avons choisi cette option depuis des mois. Mais nous ne présentons des candidats que dans les communes avec une réalité militante », ajoute Ladislas Polski. Il est lui-même en troisième position sur la liste de La Trinité.

Pour le moment, le MRC des Alpes-Maritimes ne compte qu'une seule élue en son sein : Patricia Izner, conseillère municipale à Grasse. En 2008, le parti revoit ses objectifs à la hausse, même si Patricia Izner ne souhaite pas se représenter. « Nous espérons avoir au moins 5 élus MRC dans les différentes mairies du département », assure Ladislas Polski. À Nice, Frédéric Blanc, Cédric Matthews et Sébastien Pillet rejoignent la liste Changer d'air de Patrick Allemand (PS). « Notre place sur la liste ne sera annoncé que dimanche, mais nous pouvons déjà vous annoncer que notre position devrait nous permettre de siéger au conseil municipal », déclare Frédéric Blanc.

Contre l'hégémonie de la droite



Ladislas Polski

Ladislas Polski fixe de grands objectifs au MRC : « Nous voulons aussi participer à la refondation de la gauche, sur des bases républicaines et sociales. La droite considère les Alpes-Maritimes comme un gros gâteau politique dont elle n'aurait plus qu'à se partager les parts, qui seraient les sièges d'élus. Il n'y a pas de raison pour qu'elle soit toujours hégémonique. » Pour se donner une image novatrice, le MRC propose de candidats qui ne sont pas des professionnels de la politique - ils sont médecins, enseignants ou informaticiens - et qui sont jeunes - la trentaine. Ce qui tranche avec les cadors de la scène politique locale, que ce soit à droite ou à gauche.

« Pour Nice, nous souhaitons agir sur la mixité sociale, l'éducation. Et bien sûr donner la priorité à la politique du logement. » Comme le fait Patrick Allemand dans son programme. Mais le MRC fait aussi valoir ses valeurs, par exemple la souveraineté du peuple. Très vivement opposés au rejet d'un référendum sur le prochain traité européen, les militants du MRC appellent à une journée d'action le 2 février. Une « votation citoyenne » sur l'opportunité de laisser les députés décider pour la France sera organisée. D'autre part, les candidats MRC savent qu'ils seront attendus au tournant sur la question de la sécurité, prise à bras-le-corps par Patrick Allemand et le PS. Car de 1997 à 2000, deux ans avant que la campagne présidentielle ne tourne autour de ce thème, le ministre de l'intérieur n'était autre que Jean-Pierre Chevènement.